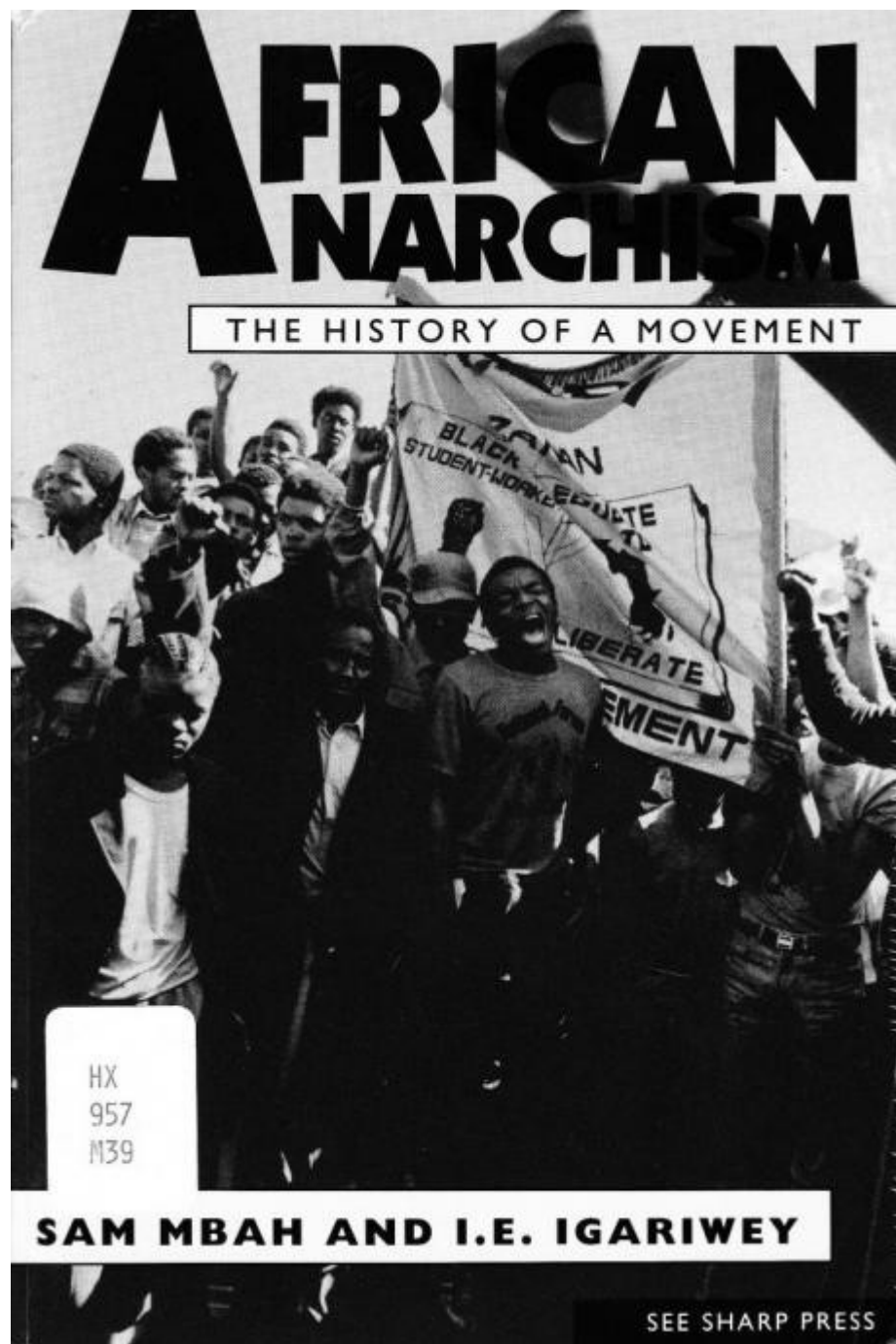


RESISTANCE AU COLONIALISME : L'ANARCHISME AFRICAIN



L'anarchisme africain, histoire d'un mouvement

Sam Mbah & I.E. Igariwey

Extraits traduit (Juin 2015) de l'anglais par Résistance 71 du livre "African Anarchism, the History of a Movement", éditions See Sharp Press, 1997. Relecture et mise en page Sem Nagas.

Chapitre 1 : Qu'est-ce que l'anarchisme ?

Chapitre 2 : Abrégé d'histoire de l'anarchisme

Chapitre 3 : Les précédents anarchistes en Afrique

Chapitre 4 : Le développement du socialisme en Afrique

Chapitre 5 : L'échec du socialisme en Afrique

Chapitre 6 : Les obstacles du développement de l'anarchisme en Afrique

Chapitre 7 : Le futur de l'anarchisme en Afrique

Chapitre 1

Qu'est-ce que l'anarchisme ?

L'anarchisme en tant que philosophie sociale, théorie de l'organisation sociale et comme mouvement social, est étranger à l'Afrique, en fait presque inconnu en tant que tel. Il est sous-développé en Afrique en tant que corps de pensées systémique et il est très largement inconnu en tant que mouvement révolutionnaire. Mais, comme nous allons voir, l'anarchisme en tant que mode de vie n'est en fait pas du tout étranger ni nouveau à l'Afrique.

[...]

La 15ème édition de *l'Encyclopaedia Britannica* caractérise l'anarchisme comme une philosophie sociale *“dont le tenet central est que les êtres humains peuvent vivre justement et harmonieusement sans gouvernement et que l'imposition d'un gouvernement sur les êtres humains est en fait nocif et malfaisant.”* [...]

Bertrand Russell quant à lui justifie l'anarchisme et sa demande d'abolition de toute forme de gouvernement, incluant celui de la majorité en écrivant: *“Il est indéniable que la règle de la gouvernance par la majorité peut-être aussi hostile à la liberté que la règle de la gouvernance de la minorité: le droit divin de la majorité est un dogme aussi dénué de vérité absolue que tout autre.”*

Ainsi l'anarchisme est tout autant opposé de manière irréconciliable au capitalisme qu'à toute forme de gouvernement. Il se fait l'avocat de l'action directe de la classe des travailleurs afin d'abolir l'ordre capitaliste, incluant toutes les institutions d'État. A la place des institutions d'état/capitalistes et leurs systèmes de valeur, les anarchistes travaillent pour établir un ordre social fondé sur la liberté individuelle, la coopération et l'association volontaire des communautés productives autogérées.

[...]

Ce fut [Pierre Kropotkine](#) qui donna à la fois une vision pénétrante et systémique à l'anarchisme en tant que pratique politique et philosophie sociale (*NdT*: Kropotkine est considéré par bon nombre aujourd'hui comme étant le “père fondateur” de la biologie sociale, discipline opposée à la pseudo-science qu'est le darwinisme-social des Thomas Huxley et Herbert Spencer...). Dans deux essais fondamentaux *“Anarchisme”* et *“Communisme anarchiste”*, il déclare que la propriété privée de la terre, du capital et de la machinerie/moyen de production a eu son temps et qu'elle doit venir à son terme avec la transformation de tous les facteurs de production en une propriété sociale commune, devant être gérée en commun par les producteurs de richesse. Sous cette dispense, l'individu reconquiert sa pleine liberté d'initiative et d'action, au travers de la participation en des groupes librement constitués et des fédérations qui finiront par satisfaire tous les besoins variés de l'humanité. *“Le but ultime de la société est la*

réduction des fonctions du gouvernement à zéro, c'est à dire l'avènement d'une société sans gouvernement, l'anarchie."

Pour Kropotkine: *"Vous ne pouvez pas modifier les conditions existantes de la propriété sans changer en profondeur en même temps l'organisation politique de la société. Vous devez limiter les pouvoirs du gouvernement et renoncer à la règle parlementaire. A chaque phase économique correspond une phase politique. La monarchie absolue ou règle de cour, a correspondu au règne du servage. Le gouvernement représentatif a servi la règle du capital ; tous deux étant quoi qu'il en soit des règles de classe.*

Mais dans une société où il n'y a plus de différences entre le capitaliste et le travailleur, il n'y aura plus de place pour un tel gouvernement qui deviendra totalement anachronique, une nuisance en fait. Les travailleurs libres demanderont une organisation libre et cela ne peut pas être parachevé sans des accords de coopération libre..."

Kropotkine postule le fait que le gouvernement représentatif (la démocratie socio-libérale moderne) a accompli sa mission historique qui fut de donner un coup mortel à la règle de cour, c'est à dire la monarchie absolue... Ainsi l'anarchisme devient la synthèse de deux désirs essentiels de l'humanité depuis l'aube de l'Histoire: la liberté politique et la liberté économique.

Un voyage dans l'histoire montre clairement que l'État a toujours été la propriété d'une classe privilégiée ou d'une autre: que ce soit une classe de prêtres, une classe aristocratique, une classe capitaliste et finalement une classe "bureaucratique" ou "nouvelle classe" en URSS et en RPC. L'existence d'une classe privilégiée est vitale à la survie de l'État. Comme le disait Michel Bakounine: "Chaque théorie logique et sincère de l'État est essentiellement fondée sur le principe d'autorité, ce qui veut dire, sur l'idée éminemment théologique, métaphysique et politique que les masses, toujours incapables de se gouverner elles-mêmes, doivent se soumettre en permanence au joug bienveillant... qui d'une manière ou d'une autre leur est toujours imposé d'en haut."

Ce phénomène est l'équivalent virtuelle de l'esclavage, une pratique profondément enracinée dans l'État et illustré dans ce passage d'écriture de Kropotkine:

"Nous nous lamentons des barons féodaux qui n'autorisaient personne à s'établir sur la terre sans le paiement d'un quart de leur récolte au seigneur du château ; mais nous continuons de faire ce qu'ils ont fait, nous étendons leur système. Les formes ont changé, mais l'essence de l'affaire demeure identique."

Plus poignante est l'expression de Bakounine:

"L'esclavage peut changer de forme et de nom, mais son fondement demeure identique. Ce fondement est exprimé par les mots: être esclave c'est être forcé de travailler pour quelqu'un d'autre, tout comme être maître est de vivre du travail des autres. Dans l'ancien temps, en Afrique et en Asie, les esclaves étaient appelés esclaves ; au Moyen-Age ils étaient les "serfs" et aujourd'hui ils sont appelés les "salariés". La condition

de vie des derniers est sans aucun doute moins dure que celle des premiers, mais ils n'en sont pas moins forcés de le faire par la faim et les institutions politiques et économiques... En conséquence ils sont également esclaves et de manière générale aucun état ancien ou moderne n'a été capable de se passer du travail forcé des masses, que ce soient des esclaves, des serfs ou des salariés."

[...]

Au vu de ce qui précède, nous pouvons résumer les aspects théoriques de l'anarchisme de la façon suivante: L'anarchisme recherche l'abolition du capitalisme et du mode de production capitaliste, ce qui inclut les relations sociales qu'il engendre, ses processus de marché et les systèmes de commodités et de salariat. Ceci n'est néanmoins pas possible à faire sans l'abolition simultanée du système étatique dans sa totalité ainsi que de ses systèmes de valeurs et institutionnels, incluant les systèmes légaux et éducatif, les médias de masse (et de propagande), la bureaucratie, la police, l'armée, la famille de type patriarcal, la religion organisée etc. Le système étatique n'est bien évidemment exclusif au capitalisme ; il est aussi une caractéristique cardinale du socialisme d'état, c'est à dire du socialisme marxiste représenté à la fois par les systèmes soviétique et chinois. Le système étatique en tout lieu fait montre des mêmes caractéristiques hiérarchiques et autoritaires qui servent à circonscrire la liberté individuelle et donc celle de la société dans les grandes largeurs.

L'anarchisme dérive de la lutte des classes engendrée par la mise en esclavage des travailleurs et de leurs aspirations historiques vers la liberté. La classe en ce sens n'est donc pas juste un concept économique, ni ne se réfère qu'à la propriété des moyens de production, cela représente la quantité de pouvoir incomplète qu'un petit groupe agite, détient et exerce sur le reste de la société.

L'instrument de cette petite élite, l'État, est simultanément la violence organisée de la classe dominante et propriétaire et le système de sa volonté exécutrice. Comme le dit plus avant le groupe Dielo Trouda: "L'État et l'autorité retirent l'initiative des masses, tuent l'esprit créatif et de la libre activité et cultive en elles la psychologie servile de la soumission."

La force de l'anarchisme est affirmée dans le fait que l'être humain a toujours été en quête au cours de son histoire de l'égalité et de la liberté, celle-ci étant indissociable de l'égalité et vice versa. Ce désir prend sa source dans le fait que l'être humain est par nature plus coopératif que compétitif. (cf. Kropotkine).

A la place d'une société organisée le long de lignes de classe, marquées par la hiérarchie et l'autorité, l'anarchisme se fait l'avocat d'une société autogérée, auto-suffisante, fondée sur la coopération volontaire, l'entraide mutuelle et l'association, sans gouvernement (sans forces de coercition). Dans une telle société, la propriété des moyens de production n'échoit pas à un groupe en particulier de manière exclusive et préservée et le travail salarié devient non-existant ; ce qui permet aux individus d'exercer leur créativité, leur liberté et leur initiative personnelle pour le bien du

développement de la société (de l'intérêt général bien compris).

[...]

Ceci ne veut pas dire une absence d'organisation, simplement les anarchistes pensent que l'organisation horizontale fonctionne mieux, une organisation décentralisée, non hiérarchique, mais non dénuée d'expertise. Le fondement organisationnel serait d'ordre décentralisateur, favorisant l'individu et l'autonomie locale, l'égalité sociale et le processus démocratique de prise de décision (assemblées générales). L'anarchisme rejette la lutte pour le pouvoir d'état, prenant les ouvriers et paysans en otages pour une solidarité nationale voire internationale. Ainsi, la tâche d'émanciper le peuple revient au peuple lui-même. Cette émancipation consiste en la réduction des fonctions de l'État à zéro s'assurant qu'à tout moment, le contrôle sur toutes les formes d'organisation sociale vienne d'en-bas.

S'il est important de savoir ce qu'est l'anarchisme, il est aussi important de savoir ce qu'il n'est pas afin de désamorcer les non-sens le plus souvent commis de manière délibérée, ainsi que les déformations pathétiques que les marxistes et les groupies du capitalisme propagent au sujet de l'anarchisme.

La plus grande erreur faite, et de loin, concernant l'anarchisme est de dire que celui-ci est synonyme de rejet de tout ordre, de l'amour du désordre et du chaos, de la destruction et de la violence. Rien ne peut-être plus éloigné de la réalité.

Kevin Doyle du magazine *"Workers Solidarity"* écrit: *"L'anarchisme a été volontairement, délibérément calomnié et faussement représenté, pas seulement par ceux qui pilote cette société, mais aussi par presque toute la "gauche". Ceci a été fait délibérément pour la simple et bonne raison que la critique radicale et sans compromis de la société et comment la changer posent un défi qui ne peut pas être confronté à coups d'arguments politiques, seule la calomnie et l'invective pouvant (illusoirement) sauver la mise. Son enracinement et son association avec la classe des travailleurs dans le monde entier disent la vérité telle qu'elle est."*

L'anarchisme est opposé à la violence et au désordre, au chaos et à toute forme de terrorisme. Les anarchistes du monde prêchent la paix, rejettent la guerre, les armées, le militarisme et le développement et l'acquisition de technologies faisant la promotion de la guerre (nucléaire).

Les anarchistes ne défendent la violence que pour les cas d'auto-défense.

[...]

Le rejet de la violence d'agression et du terrorisme ne fait néanmoins pas des anarchistes des pacifistes. Au contraire, un mouvement anarchiste à succès fera face à la violence de l'État (**NdT**: exemples historiques nombreux: Commune de Paris, révolution espagnole, Makhnovichna ukrainienne, et en ce moment le mouvement zapatiste du Chiapas depuis 1994...).

La façon de combattre la violence répressive de l'État n'est pas par le terrorisme ou au

travers de la création d'organisations hiérarchiques militaires, mais par la création d'un système de défense basé sur la communauté et d'organisations éducatives prêtes et volontaires à défendre leurs propres structures sociales.

Le soutien anarchiste à une forme de défense organisationnelle collective est né de la reconnaissance historique de l'État comme étant le plus brutal et le plus froid agent de terreur qui soit et que son utilisation de la violence dépend quasiment entièrement du degré de perception du défi ressenti par l'État. Les anarchistes reconnaissent depuis longtemps et en cela ne sont pas dupes, que l'État (et les forces qui l'animent) fera tout ce qu'il devra faire, y compris les actions les plus viles et horribles pour maintenir son pouvoir intact.

En ce qui concerne l'anarchisme et le terrorisme, une infime portion des anarchistes se sont historiquement résolus à des actes de terreur.

[...]

L'anarchisme dans ses manifestations actuelles de syndicalisme révolutionnaire, d'anarcho-syndicalisme et d'anarcho-communisme se fait l'avocat de l'action directe politique et sociale, mais en aucun cas d'actes violents ou terroristes. Le terme "anarchisme ou anarchie" ne veut pas dire absence d'organisation bien au contraire. Les anarchistes rejettent toute forme d'autorité hiérarchique (pas de chefs, de grades etc...) qui érode liberté et égalité, mais ils ne rejettent aucunement une forme d'organisation horizontale fondée sur un principe de prise de décisions véritablement démocratique (décisions prises en assemblée), décentralisée, en association volontaire et en coopération volontaire. Ce mode horizontal est de fait vital à la vision anarchiste de la société.

Concernant les religions... L'organisation religieuse est un des piliers des relations sociales capitalistes. Elle personnifie les caractéristiques hiérarchiques et autoritaires ; son idéologie et ses institutions sont toutes aussi antithétiques à la quête individuelle de la liberté et de l'égalité.

Les anarchistes opposent toutes les religions car ils ne pensent pas que celles-ci puissent rester dans la sphère privée et ne peuvent que déborder intrusivement dans la vie publique.

[...]

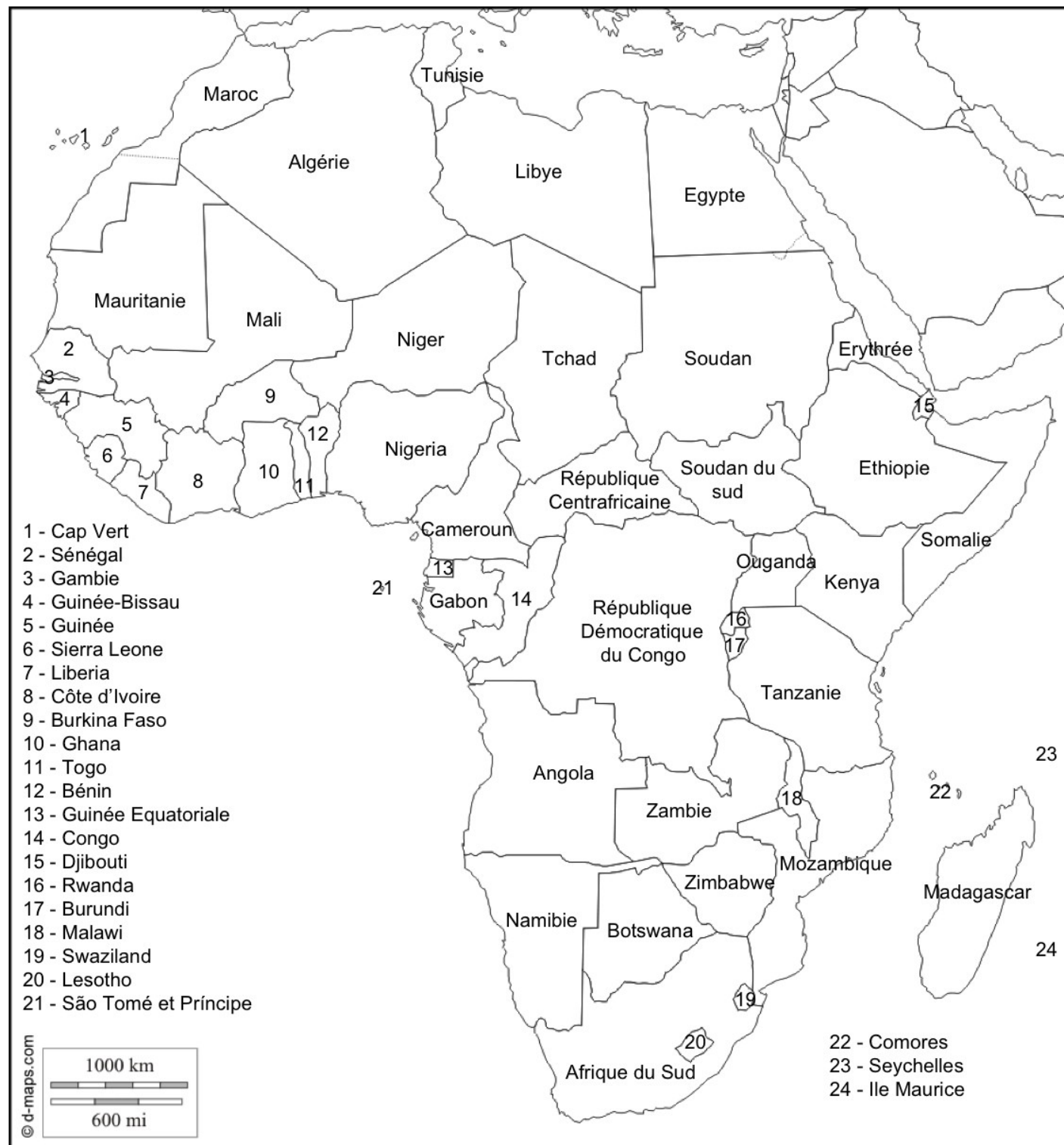
Dans ses deux ouvrages précédemment cités Pierre Kropotkine dit ceci à propos d'un capitalisme d'état:

"... Le capitalisme d'état augmenterait seulement la bureaucratie et le capitalisme. Le véritable progrès réside dans la direction de la décentralisation à la fois territoriale et fonctionnelle, dans le développement de l'esprit d'initiative local et personnel et de la fédération libre allant du plus simple au plus compliqué à la place de la hiérarchie actuelle allant du centre vers la périphérie."

[...] Les anarchistes reconnaissent que les moyens déterminent les fins, cela veut ainsi

dire que les anarchistes embrassent l'association volontaire, la coopération, l'entraide mutuelle, etc... et que tout ceci doit nécessairement être en adéquation avec leur fins/objectifs. Sur le long terme, cette stratégie sera fructifiante et donnera une société libre et égalitaire, mais sur le court terme, ceci veut aussi dire qu'il y a peu de chances pour des réparations rapides de la société.

[...]



Chapitre 2

Abrégé d'histoire de l'anarchisme

La relation entre l'anarchisme et les mouvements sociaux similaires, notamment le syndicalisme, le socialisme de guildes et le socialisme marxiste (dans ses 57 variétés telles que le léninisme, le stalinisme, le maoïsme, le trotskisme, le titisme, le castrisme, jusqu'à la social-démocratie etc, etc...), demeure tout aussi tumultueuse aujourd'hui qu'elle ne le fut dans le passé, bien que tous partagent le but commun de l'abolition du capitalisme et la reconstruction radicale de la société.

[...] Voici ce qu'a dit **Bakounine** de **Marx** entre autre: “... *notre relation n'a jamais pu être fort amicale, nos tempéraments respectifs n'auraient pu le souffrir. Il me qualifiait d'idéaliste sentimental et il avait raison. Je le qualifiais de vain, perfide et de talentueux et j'avais aussi raison.*”

[...] Au 4ème congrès de l'Internationale à Bâle en Septembre 1869, une dispute et rupture majeure intervint entre Marx et ses suiveurs et Bakounine et les siens. Bakounine nota que “*Ceci est une différence fondamentale sur la question du rôle de l'État dans le programme socialiste. La vision marxienne veut que l'État soit utilisé afin d'amener et de consolider le socialisme, les bakouninistes pensent que l'État doit être aboli. Et qu'il ne doit, en aucune circonstance, être utilisé pour atteindre toute autre forme de socialisme ou de justice sociale pour les travailleurs.*”

Le congrès de Bâle servit à établir deux courants très forts dans la 1ère Internationale comme le fit remarquer Bertrand Russell: “*Les Allemands et les Anglais suivirent Marx et sa croyance que l'État comme il était devait demeurer après l'abolition de la propriété privée, ils le suivirent également dans son désir de fonder des partis de travailleurs dans bon nombre de pays et d'utiliser la machinerie de la démocratie pour gagner des élections et mettre des représentants des travailleurs dans les différentes assemblées nationales. D'un autre côté, les nations latines dans leur vaste majorité suivirent Bakounine en s'opposant à l'État et à la croyance dans la machinerie du gouvernement représentatif.*” Les dissensions entre les deux camps ne firent que s'amplifier et cela se termina par l'éviction de Bakounine de l'Internationale Ouvrière lors de son congrès général d'Amsterdam en 1872.

[...] En fait, pour Bakounine, les marxistes se faisaient les avocats non pas de l'abolition du pouvoir coercitif de l'État, mais simplement de la substitution d'une nouvelle classe dominante à la place de l'ancienne, à la tête de la machine étatique.

Bakounine surenchérit alors en disant:

“... *Nous ne comprenons pas que quiconque puisse parler de solidarité internationale alors que le désir de maintenir l'État demeure intact. L'État est, de par sa nature profonde, en rupture avec la solidarité entre les personnes. L'État veut dire la*

domination et toute domination présuppose la subjugation et la soumission des masses et par conséquent leur exploitation pour le profit d'une minorité ou d'une autre."

Il ajouta par ailleurs:

"Les marxistes se consolent dans l'idée que leur règne sera temporaire... Mais il y a en fait une grande contradiction dans leur théorie, en effet, si leur État était vraiment un État du peuple, pourquoi alors vouloir finalement le supprimer ? Tout État, et leur état également, est un joug, développant le despotisme d'un côté et l'esclavage de l'autre. [...]"

*De cette contradiction a résulté la fin de notre polémique. Ils insistent que seule une dictature (bien sûr la leur... (**NdT:** celle du "prolétariat") peut créer la liberté pour le peuple. Nous répondons à cela que toute dictature n'a que pour seul objectif son auto-perpétration et que l'esclavage n'est que tout ce qu'elle peut engendrer et instiller chez les gens qui en souffrent. La liberté ne peut provenir que de la liberté."*

Comme l'avait si bien anticipé Bakounine, le maintien du système étatique sous le socialisme ne pourrait mener qu'à un régime de baraquements et de camps.

[...] Néanmoins, le marxisme ne rejette pas le programme anarchiste complètement. L'anarchisme et le marxisme sont tous deux champions des aspirations du salarié pour abolir le salariat. Le marxisme n'est pas d'accord avec l'apparente impatience de l'anarchisme et sa volonté d'ignorer la loi "scientifique" de l'évolution qui détermine de manière supposée la marche ordonnée de l'histoire. Les deux systèmes politiques ont néanmoins le désir commun de faire disparaître les maux du capitalisme au travers de l'abolition du travail salarié, des modes et moyens d'échange de commodités et plus que tout, la misère, l'inégalité et l'exploitation inutiles caractérisant la relation entre ceux qui n'ont rien et les propriétaires du capital.

[...]

Chapitre 3

Les précédents anarchistes en Afrique

L'Afrique continentale couvre environ 18,4 millions de km² (*NdT*: les auteurs écrivent 11,5 millions de square miles. La superficie de l'Afrique, îles comprises est de 30,4 millions de km²), de la Méditerranée au Cap de Bonne Espérance, de la pointe Ouest du Sénégal à la corne orientale de la Somalie.

Ce vaste territoire est celui de bien des variétés de peuples, des Wolor et Tukulor du Sénégal et de la Gambie au Masaï du bassin de Haute Volta en passant par les Soninke, Mandigo, Khran, Touareg, Ashanti, Banbara et Djoula de l'entre Gambie et vallée du Niger, les Hausa Fulani du centre et du nord du Nigéria et les Kanouri au nord-est ; puis plus au sud et s'étalant vers l'Est on trouve les Igbo, Yoruba, Kikuyu, Luo, Shona, Ndebele, Xhosa, Bantous, Zoulous et vers le nord au delà du Sahara, l'Egypte et la région du Maghreb peuplés d'Arabes africains et de Berbères.

D'une manière plus ou moins importante, toutes ces sociétés traditionnelles africaines ont manifesté des "*éléments anarchistes*", qui, vu de près, donne toute crédibilité au truisme historique disant que les gouvernements étatiques n'ont pas toujours existé, qu'ils ne sont qu'un phénomène récent et qu'ils sont évitables à la société humaine. Tandis que certaines caractéristiques "*anarchistes*" des sociétés traditionnelles africaines existaient très largement dans les étapes passées des sociétés, certaines demeurent prononcées et persistent jusqu'à aujourd'hui.

Ce qui signifie que les idéaux qui sous-tendent le concept de l'anarchisme en tant que mouvement social peuvent très bien ne pas être nouveaux dans le contexte africain. Ce qui est nouveau en revanche est le concept de l'anarchisme comme mouvement social ou comme idéologie (mais pas comme mode de vie). L'anarchie dans sa manière abstraite peut-être assez éloignée des Africains, mais elle n'est pas du tout inconnue comme façon de vivre, comme mode d'existence. Ceci est assez mal apprécié parce qu'il n'y a pas encore de mode de pensée anarchiste typiquement africain. Nous allons voir dans ce chapitre la manière dont ces "*éléments anarchistes*" sont de fait indigènes à l'Afrique et aux Africains.

Le communalisme africain

Les sociétés traditionnelles africaines étaient fondées pour leur vaste majorité, sur *le communalisme*. Le terme a ici deux sens: En premier lieu, il dénote un mode défini de production ou de formation sociale qui vient généralement, bien que pas inévitablement, sous la forme des sociétés des chasseurs-cueilleurs et précède le féodalisme (*NdT*: ceci est une interprétation structuraliste évolutionniste à laquelle nous n'adhérons pas. Il n'y a pas de "développement" d'une société du stade dit "primitif" ou originel au stade élaboré et considéré "mature" de société étatique. Le communalisme est aussi utilisé dans un second sens relié au premier qui dénote un mode de vie africain particulier et distinct. Cette façon de vivre peut-être aperçue dans la structure collectiviste des sociétés africaines dans lesquelles:

- Des communautés différentes jouissent d'une indépendance quasi sans partage les unes des autres
- Les communautés gèrent leurs affaires et sont autonomes et autogérées en toute circonstance pratique
- Tous les individus sans exception prennent part directement ou indirectement à la gestion des affaires de la communauté et ce à tous les niveaux

En contraste avec l'Europe et l'Asie, la plupart de l'Afrique est demeurée au stade communaliste (*NdT*: là encore une remarque structuraliste hiérarchisant les sociétés. Le communalisme, l'étatisme ne sont pas des "étapes de développement" mais des choix fondamentaux sociétaux comme l'a bien démontré Pierre Clastres, en cela les sociétés primitives au sens d'originelles, sont des sociétés pleinement développées au sens social et politique).

Malgré le développement indigène du féodalisme puis plus tard l'imposition du capitalisme, les caractéristiques communalistes persistent dans la société jusqu'à aujourd'hui, parfois de manière générale et ce dans la majorité des sociétés africaines résidant hors des grandes villes et des banlieues. Essentiellement, la plupart de l'Afrique est communaliste à la fois au sens culturel (mode de production/formation sociale) et descriptif (structurel).

Une des caractéristiques la plus importante du communalisme africain est l'absence de classes, c'est à dire l'absence de stratification sociale, l'absence de relations sociales d'exploitation ou antagonistes, l'existence d'un accès égal et équitable à la terre et aux autres éléments de production, l'égalité au niveau de la distribution du produit social et le fait que de fortes relations familiales et de parentés se forment et sont le ciment de la vie sociale dans les sociétés communalistes africaines. Au sein de ce cadre, chaque foyer était capable de satisfaire ses besoins de base. Sous le communalisme et en vertu d'être membre d'une famille et d'une communauté, chaque Africain était assuré d'obtenir suffisamment de terre pour subvenir à ses besoins.

[...] Des communautés variées produisaient un surplus de commodités qui étaient alors

échangées par le moyen du troc afin d'obtenir les choses manquantes. *La situation faisait que personne ne mourrait de faim tandis que d'autres s'empiffraient et jetaient l'excédent à la poubelle. [...] Ainsi dans bien des parties de l'Afrique une symbiose se développa entre les groupes qui fructifiaient de manière différente, ils échangeaient des biens et coexistaient pour leur avantage mutuel.*

L'organisation politique sous le communalisme était horizontale dans sa structure, caractérisée par un haut niveau de diffusion des fonctions et du pouvoir. Le leadership politique et non pas l'autorité, prévalait et le leadership (la chefferie) n'était pas fondé sur l'imposition, la coercition ou la centralisation; cela provenait d'un consensus commun ou d'un besoin mutuellement ressenti.

Le leadership s'est développé sur la base de liens familiaux ou de parenté tissés autour des anciens de villages; cela n'était conféré que par l'âge, un facteur qui, comme nous allons le voir, est très profond dans le communalisme. En Afrique, l'âge avancé était et demeure le plus souvent associé avec la possession de la sagesse et du jugement rationnel. Les anciens présidaient les réunions et les résolutions de disputes, mais pratiquement jamais dans un sens de supériorité, leur position ne leur conférait pas une autorité socio-politique étendue associée avec celle du système étatique moderne ou celui des états féodaux.

Il y avait un sens prononcé d'égalité au sein de tous les membres de la communauté. *Le leadership focalisait sur les intérêts du groupe plutôt que sur l'autorité sur ses membres.* Invariablement, les anciens partageaient le travail avec le reste de la communauté et recevaient la même valeur partagée du produit social total que tout le monde, souvent au travers de mécanismes de tribut/redistribution.

De manière générale, les anciens présidaient sur l'administration de la justice, le règlement des disputes et l'organisation des activités communales, des fonctions qu'ils partageaient nécessairement avec des membres élus de leurs communautés, ceci dépendant du type de disputes et de modes de résolution impliqués.

De telles réunions n'étaient aucunement guidées par une loi écrite, car il n'y en avait aucune. Cela était fondé sur le droit coutumier et les systèmes de croyance, le respect mutuel et les principes indigènes de la loi naturelle et de la justice. Des sanctions sociales existaient pour des transgressions variées comme le vol, l'adultère, la sorcellerie, l'homicide, le viol etc... Lorsqu'un individu commettait une offense, le plus souvent sa famille entière, proche et étendue, souffrait avec lui et parfois pour lui.

Dans les sociétés traditionnelles africaines, les décisions majeures étaient prises par consensus et non pas par le vote (NdT: très similaire de la prise de décision chez la nations indigènes des Amériques).

Plusieurs changements socio-politiques dans l'économie communale accompagnèrent l'augmentation de la production. L'émergence d'une caste de travailleurs du fer très habiles et expérimentés créa une augmentation de la spécialisation et de la division du travail, tandis que les surplus de production créaient des opportunités pour le

commerce, la spéculation et l'accumulation d'une richesse disproportionnée en très peu de mains. Avec des activités de commerce en croissance, le troc commença à faire place à l'utilisation d'objets métalliques comme moyen standardisé d'évaluer la valeur d'autres biens. Une des conséquences néfastes de tous ces changements fut le remplacement de certaines caractéristiques du communalisme et la montée d'une stratification sociale, même si ceci demeura de très bas niveau. Au XV^{ème} siècle, plusieurs sociétés africaines passèrent du communalisme au système de classe. La stratification sociale devint la base de la montée éventuelle des classes et du développement antagoniste des relations sociales, culminant dans l'établissement d'états empires avec des formes centralisées de gouvernement dans certaines parties de l'Afrique.

Nous devons ici insister sur une chose, bien que l'esclavage existait dans certaines parties de l'Afrique, spécifiquement dans les zones qui subirent la plus grande érosion de leur égalité communaliste, la société africaine n'a jamais connu une époque où l'esclavage devint un mode de production. Le féodalisme exista en certains endroits, mais comme Rodney l'a démontré: *“En Afrique. Il n'y a aucun doute sur le fait que les sociétés qui passèrent à un mode féodal furent très peu nombreuses.”* En conséquence, des caractéristiques certaines du communalisme continuèrent à avoir une grande importance dans bien des sociétés africaines, comme elles le font toujours de nos jours au sein des États capitalistes. Ceci démontre les racines anciennes et très profondes du mode de vie communaliste en Afrique.

Les manifestations d'“éléments anarchistes” dans le communalisme africain, comme nous l'avons vu ci-dessus, furent (et sont toujours d'une certaine manière) pervasifs. Elles incluent l'absence palpable de structures hiérarchiques, d'appareils de gouvernement et de commodification du travail. Pour mettre ceci en termes positifs, les sociétés communalistes étaient (et sont toujours) très largement autogérées, égalitaires et “républicaines” par nature.

Malgré l'égalité marquée et l'égalitarisme généralement associés avec le communalisme africain, il existait un degré de privilège et de différenciation interne dans certaines communautés, rendu parfois pire par le système traditionnel de caste. De plus, le haut degré de liberté et d'égalité achevé sous le régime communaliste fut rendu possible par les bas niveaux de production (**NdT**: maintenus volontairement bas selon les recherches des anthropologues Marshall Sahlins et Pierre Clastres, car les sociétés originelles sont des sociétés *contre* l'économie et *contre* l'État).

Ainsi donc le communalisme n'était pas une utopie anarchiste.

Il y eut quelques sociétés communales matrilineaires, qui furent célèbres pour leur tradition de femmes leaders.

Le système communaliste est un système de “*mode de production villageois*”... Similairement, la propriété des moyens de production était collective, tout comme le produit social était consommé universellement. Le surplus social était bas et le surplus

disponible était utilisé en don réciproque, servant à la fois de système de redistribution de la “richesses accumulée” et de ciment à la cohésion sociale (**NdT**: Les nations amérindiennes du nord-ouest ont cette tradition toujours existante du “potlach”, qui consiste au don et à la redistribution des surplus. Cette tradition fut bannie par les autorités coloniales, car inacceptable et inconcevable dans le modèle capitaliste. Elle est toujours pratiquée, souvent clandestinement). Les familles étant en contrôle de leur surplus, car elles sont les forces vives de la production communale.

Les sociétés sans état en Afrique

Certains historiens et universitaires ont fait la différence entre deux grands groupes de sociétés dans l’Afrique pré-coloniale: les communautés qui ont établi des états empires et celles qui ne l’ont pas fait.

[...]

L’expression “*sociétés sans état*” a été utilisée de manière assez péjorative par certains universitaires et érudits européens, qui dénotaient un certain arriérisme des sociétés africaines et leur inhabilité (apparente) de former leurs propres états (**NdT**: structuralistes et marxistes faisant partie de cette catégorie d’arrogants). La formation étatique en Afrique, dit la “théorie hamitique”, devait être attribuée à l’influence étrangère, qui croyait aussi que les Africains laissés livrés à eux-mêmes n’auraient jamais été capables de produire plus qu’un “bas niveau” d’organisation politique. Parmi les sociétés sans état qui existèrent sur ce continent citons les: Igbo, Birom, Angas, Idoma, Ekoi, Njembe, les peuples du delta du Niger, les Tiv (au Nigéria), les Shona au Zimbabwe, les Lodogeo, Lowihi, Bobo, Dogon, Konkomba, Birifor (du Burkina Faso et du Niger), les Bate, Kissi, Dan, Logoli, Gagu et peuples Kru, les Mano, Bassa Grebo et Kwanko (Côte d’Ivoire, Guinée et Togo), les Tellensi, Mamprusi, Kusaasi (Ghana), les Nuer (sud-Soudan) etc... *Ces peuples constituent, aujourd’hui encore, une réserve démographique de plus de 200 millions de personnes.*

Afin de mieux saisir rétrospectivement ce que sont ces sociétés sans état, nous présenterons ici trois études sur les sociétés Igbo, le peuple du Delta du Niger (aujourd’hui partie du Nigéria) et les Tallensi du Ghana. *Les sociétés sans état avaient la tendance générale d’être des sociétés agricoles, sédentaires et à caractère homogène.*

Les Igbo

La tradition orale nous dit que les Igbos et leurs ancêtres (aussi référés comme Ibo) ont leur origine quelque part au Moyen-Orient. Les premières occupations des sols des Igbos furent à Awka et Orlu ; ils s'étendirent plus au sud à partir de là, poussant les Ibibios vers la zone côtière du Delta du Niger. Les Igbo suivaient un schéma segmentaire d'organisation politique et sociale. Contre de grandes unités politiques centralisées, la société Igbo construisit de petites unités, souvent référés comme unités politiques des "villages", qui n'avaient ni roi ni chefs pour les diriger ou administrer leurs affaires. *"Dans la société Igbo, chacun se réfère au village où il est né, mais une fois en dehors, chaque personne se dit juste 'Igbo'..."* Parmi le peuple Igbo il y a un dicton célèbre qui dit: *"Igbo enweh Eze", ce qui veut dire: "Les Igbos n'ont pas de roi"*.

La plus petite unité politique de ce système segmentaire était la famille et la famille étendue ayant une linéarité commune ; plusieurs familles formaient un voisinage et plusieurs voisinages un village. Les affaires de la communauté d'un village étaient régies par *quatre institutions majeurs: l'assemblée générale de tous les citoyens du village, le conseil des anciens, les conseils par tranches d'âge et les sociétés secrètes*, qui agissaient comme instruments de contrôle social.

Il y avait aussi le *Umu-ada*, un corps parallèle de femmes soit mariées dans le village ou nées dans le village. Le Umu-ada jouait un rôle essentiel dans la prise de décision et la mise en place des processus, ainsi que pour le maintien des valeurs sociales de la société. Il était par exemple totalement impossible de prendre une décision affectant directement les femmes et les enfants sans le consentement express de l'Umu-ada.

Jusqu'à aujourd'hui, la prise de décision en assemblée générale de tous les villageois est une caractéristique commune de la société Igbo. C'est le devoir du *"crieur du village"* (NdT: équivalent de nos regrettés gardes-champêtre) que de parcourir le village avec son gong une fois les villageois rentrés des champs pour les convoquer à l'assemblée générale sur la place du village dans la soirée. Le but de l'assemblée est soigneusement cité. Sur la place, les anciens expriment les données de l'affaire de manière précise et concise et les villageois sont invités à débattre de manière la plus ouverte possible, ce jusqu'à ce qu'un consensus émerge.

Ni les conseils des anciens, ni les sociétés secrètes, ni les conseils de groupes d'âge ne pourraient amener la société, le village, dans un conflit armé sans avoir consulté l'assemblée générale des villageois, qui seule prend une décision par consensus.

La petite échelle de la segmentation Igbo rend la véritable démocratie directe possible. (NdT: l'extension n'est pas un problème en soi, il faut avoir recours à une *confédération de "communes libres"* régie par une charte commune écrite par les peuples concernés. C'est ce qu'est [la Grande Loi de la Paix de la confédération](#)

[iroquoise](#) par exemple, régissant 6 nations et leurs alliés depuis le XIIème siècle...)

Un visiteur français a dit que la véritable liberté existait au pays Igbo, bien que le nom de “liberté” ne soit inscrit sur aucun monument.

Malgré le système de lignage segmentaire des Igbo, il existait des liens qui liaient plusieurs groupes ensemble comme un peuple. Les deux éléments majeurs de ces liens étaient *le mariage et le commerce*. La tradition et la coutume Igbo encourageaient les mariages inter-villages. Une des façons de sceller des liens fut aussi au travers des oracles Igbo qui faisaient se rencontrer les gens sur des lieux sacrés communs.

Étant un peuple de la forêt, les Igbo faisaient pousser suffisamment de nourriture pour se nourrir eux-même largement en utilisant le travail communal et le système d’extension familial. L’organisation sociale Igbo, comme celle des peuples du Delta du Niger, des Tiv et des Tallensi, manifestait une tendance affirmée pour le leadership sans chef, en opposition à la chefferie autoritaire et l’autorité per se. Il y eut néanmoins quelques exceptions en pays Igbo comme les communautés Onitsha et Nri, qui avaient une chefferie affirmée.

Les peuples du Delta du Niger

Les peuples du Delta du Niger peuvent être scindés entre les Ibibios, Ijaws, Urhobos etc... Le commerce des esclaves étaient très important dans cette zone aux XVIIème et XVIIIème siècles. Les gens étaient essentiellement des fermiers et des commerçants. La base de l'organisation politique et sociale dans cette zone était faite de petites unités, appelés système de "maison", complet avec la famille au sens large, les groupes d'âge et les sociétés secrètes. Ces dernières jouèrent un plus grand rôle parmi les Ibbios particulièrement, car le contrôle des institutions politiques passait par les sociétés secrètes plutôt que par les groupes d'âge comme c'était le cas en pays Igbo.

Une "maison" consistait en un fermier ou un commerçant, ses esclaves, ses propres descendants et ceux de ses esclaves. Un nombre de "maisons" formait une cité-état. Les disputes entre les "maisons" étaient légiférées par une assemblée de ville constituée de chefs de maisons et présidée par un chef élu.

Les Ijaws étaient divisés en quatre clans ou cités-états majeurs: Nembe, Kalabari, Brass, et Warri. L'assemblée de ville était responsable de la mise en place de la politique communale. La société secrète "Sakapu" exerçait des fonctions tant administratives que judiciaires. Le mode d'organisation des Urhobos étaient très très similaire de celui des Ijaws. Un groupe ethnique du Delta du Niger avait une forme de gouvernement centralisé, les Itsekiri et fonctionnaient de la même manière que les Bini et les Yoruba.

[...]

Les Tallensi

Ils occupaient les territoires du nord de la vieille Côte d'Or (aujourd'hui le Ghana). Aujourd'hui ils sont essentiellement des fermiers engagés dans la culture de céréales. Leur agriculture traditionnelle implique des occupations des sols permanents et stables, ce qui a profondément influencé l'organisation sociale basée sur le système de clans. [...]

Les droits et les devoirs, privilèges et obligations étaient investis dans des unités corporatrices et tout membre autorisé pouvait agir pour l'unité ou le clan. Chaque lignée était dirigée par un membre masculin, qui avec les anciens du clan constituaient le socle social et les responsabilités rituelles.

Les clans dépendaient du travail communal. Il était possible pour de grandes lignées au sein des clans d'accumuler de la richesse en fonction de leur taille, quoi qu'il en soit il n'y avait aucun privilège social attaché à la plus grande richesse. Ainsi, les Tallensi étaient socialement et politiquement une société égalitaire, homogène et sédentaire.

Ce qui apparaît immédiatement comme important dans notre considération des sociétés sans état africaines, est l'absence totale de centralisation et de concentration du pouvoir et de l'autorité. Dans les grandes largeurs, il est difficile voire impossible de pointer un individu comme chef ou leader régnant sur les différentes communautés. L'exercice du pouvoir par un leadership, une chefferie dans le sens d'une autorité pleine, complète et permanente était de manière similaire tout à fait inconnu. Le peu d'autorité qui pouvait exister n'avait que peu ou pas d'influence sur la vie de tout à chacun au quotidien ; ***de la même manière n'y avait-il pas de classes, de stratification sociale à proprement parler dans ces sociétés traditionnelles.*** Il est du reste très douteux qu'il existe un équivalent de langage pour le mot "classe" dans quelque langue africaine que ce soit et le langage reflète les pensées et les valeurs de ceux qui le parlent. (NdT: tout comme il n'y a pas non plus de mot ou d'équivalent pour les mots "classe" ou "guerrier" par exemple, dans les langues indigènes d'Amérique du Nord).

Colonialisme et l'incorporation de l'Afrique dans l'économie capitaliste mondiale

L'incorporation de l'Afrique dans l'économie capitaliste mondiale fut précédée par une pénétration systématique des influences capitalistes sur le continent avant le colonialisme, mais la colonisation a accéléré et solidifié le processus d'incorporation.

Les influences capitalistes se sont d'abord faites sentir en Afrique pendant la quête de l'expansion économique qui a accompagnée et suivie la première révolution industrielle en Europe. Une des toutes premières de ces influences fut la traite des Noirs.e.s.

La vitesse d'incorporation ne fut pas homogène, dans les sociétés musulmanes, l'Islam fut une caractéristique importante du processus d'incorporation, mais fut aussi une figure de résistance. D'un côté l'Islam produisit une source d'inspiration à la résistance au capitalisme, d'un autre côté il construisit la base de la collaboration entre les aristocrates musulmans et les administrateurs coloniaux.

Partout en Afrique, le nouvel évangile du libre-échange donna un fondement idéologique à l'expansion du commerce britannique, français et allemand dans les zones côtières. Après la conférence de Berlin en 1884-85, s'ensuivit un décollage violent de la partition de l'Afrique entre les grandes puissances européennes, marquant le début de la véritable domination coloniale et le règne des intérêts impérialistes sur ceux des sociétés traditionnelles. L'imposition de gouvernements coloniaux fut une expression de cette domination et de ses motifs économiques pour une quête insatiable de marchés et de matières premières. Ceci fut sa raison d'être.

Il y eut deux étapes au processus d'incorporation pour lequel l'état servit de véhicule : la pénétration du capitalisme dans les sociétés africaines et l'englobement ultime de la production et de la distribution dans les colonies.

La première étape fut une conquête violente, la seconde une domination économique et une mise en esclavage des populations indigènes. Le travail forcé était monnaie courante comme mécanisme adopté par les puissances coloniales afin d'éliminer l'organisation économique traditionnelle.

En plus de l'action militaire, la conquête impliquait l'expulsion violente des indigènes de leurs terres, qui étaient ensuite saisies par les colons (**NdT**: Amérique bis repetita 400 ans plus tard). La saisie des terres fut protégée par la suppression violente de toute dissidence et contestation au moyen du système coercitif de l'état colonial.

La période de conquête fut suivie par l'introduction de nouveaux processus de production. Le but était l'introduction d'une restructuration pour l'incorporation dans l'économie mondiale. Les armes employées furent l'introduction des monnaies, du commerce monétisé, du salariat, de l'impôt, de l'investissement le tout couplé avec le

développement des institutions sociales appropriées. [...]

Un système monétaire fut introduit, non seulement pour l'échange mais aussi afin d'élever l'argent à un tel niveau de prépondérance, que cela dominait tout.[...]

Une économie capitaliste demande l'établissement d'institutions sociales et politiques qui reproduisent et régulent les relations de classe. Le système éducatif colonial servait cet objectif. Avec l'église, un autre agent de socialisation, ils donnaient la justification idéologique pour un mode capitaliste de production émergent en Afrique. Un système intégré de soutien politique de l'idéologie pour le capitalisme/colonialisme était nécessaire et à cet effet le parlementarisme politique devenait le résultat inévitable d'une telle éducation et d'une telle idéologie. [...]

L'impact de l'incorporation

Le résultat ultime de l'incorporation de l'Afrique dans l'économie capitaliste mondiale fut la destruction du mode de production communal pré-colonial. Tandis que le modèle capitaliste se développait, il entraînait en conflit avec le modèle non-capitaliste, transformant violemment bien des communautés, transformant leurs terres, leurs ressources et leurs produits en commodités. Des dizaines de milliers de jeunes hommes furent déracinés de leurs villages pour travailler dans l'entreprise capitaliste et le reste de la population était forcée de ne faire pousser que ces cultures qui possédaient une valeur marchande, les “cash crops” ou “cultures à fric”.

Le point le plus important est que la destruction de la société et du mode de production traditionnels n'ont pas mené à l'avènement d'une économie capitaliste florissante. Le résultat final fut plutôt une structure capitaliste déformée, tronquée, en déséquilibre permanent. Ceci se produisit parce que l'incorporation de l'Afrique au système capitaliste global ne fut que périphérique.

[...]

Ainsi, la pénétration capitaliste et l'intégration subséquente des sociétés africaines au système capitaliste global a généré une culture de la dépendance (planifiée), une dépendance de la périphérie (l'Afrique) envers le centre (les pays capitalistes développés). Les bénéfices et la valeur ajoutée étant constamment transférés de la périphérie vers le centre (**NdT**: à plus forte raison avec le système de Franc CFA dans les ex-colonies françaises d'Afrique qui perdure...).

De fait, la participation de l'Afrique à l'économie capitaliste globale a mené à la création d'une classe locale de privilégiés qui s'approprie les surplus du produit social, parce que le capitalisme ne peut pas fonctionner sans l'existence d'une classe locale exploiteuse et parasite. Dans le monde dit post-colonial, les intérêts de cette classe locale sont subordonnés à ceux des capitalistes étrangers, essentiellement ceux de grandes entreprises transnationales. Ceci a provoqué une alliance de classe entre les deux, la classe de privilégiés indigènes assumant le rôle d'agent pour le capital international. Ses membres vivant grasement des commissions payées par ces transnationales.

La domination de cette classe sociale parasite, couplée avec l'absence d'autonomie du rôle de l'Afrique dans l'économie mondiale, a essentiellement transformé les états africains en fiefs soumis à leurs suzerains.

Formation de classe dans l'Afrique post-coloniale

[...] Le colonialisme a laissé des états africains indépendants ayant une économie néo-coloniale, avec le mode de production capitaliste remplaçant le mode pré-capitaliste, ceci impliqua nécessairement la subjugation du travail local et des ressources aux besoins du capitalisme.

Les classes qui se sont développées après l'intégration ne sont pas le reflet d'une économie autonome, mais d'une économie dépendante, elles montrent des signes d'une version tronquée et artificielle de la structure de classe des économies de l'occident capitaliste. La structure de classe en Afrique post-coloniale n'est pas celle de la division classique en la classe capitaliste, la petite bourgeoisie, la classe travailleuse (ouvrière ou paysanne), mais plutôt une division simplifiée en une classe administrative et une classe ouvrière/paysanne. Ceci veut dire que les classes dans les anciennes colonies sont simplement composées de ceux qui bénéficient du néo-colonialisme et ceux qui en souffrent.

La classe commerçante (partie normale de la petite bourgeoisie) devint une classe d'intermédiaires, d'agents et d'hommes de paille pour les intérêts étrangers. *Comme l'a si bien expliqué Frantz Fanon, la bourgeoisie nationale des sociétés sous-développées n'est pas engagée dans la production ou dans quelque activité, entreprise créatrices que ce soit, mais dans des activités d'intermédiaires.* Les rôles de la classe d'affaire locale et étrangère dans l'Afrique post-coloniale sont des rôles complémentaires avec la dernière décidant des activités de la première.

[...] Ainsi les conflits d'intérêt entre les capitalistes indigènes et leur contre-partie étrangère se résolvent souvent eux-mêmes par des arrangements qui sont des délimitations des sphères d'influence. [...]

Le socialisme africain

[...] L'aube de l'indépendance politique dans les différents états africains a forcé la classe politique indigène nommément socialiste de venir à terme avec la tâche d'essayer de construire le socialisme sur le continent. Les phares du mouvement dans cette période furent des gens comme Kwame Nkrumah (Ghana), Sékou Touré (Guinée), Patrice Lumumba (Congo), Tom Mboya et Jomo Kenyatta (Kenya), Sedar Senghor (Sénégal), Modibo Keïta (Mali) et Julius Nyerere (Tanzanie).

Ces leaders furent par la suite rejoints dans leur socialisme romantique par une seconde génération d'acteurs politiques tels Mouamar el Kadhafi (Libye), Gamel Abdel Nasser (Egypte), Augustino Neto (Angola), et d'autres, qui tout comme la première génération presque invariablement proclamèrent leur pays respectif socialiste et s'attachèrent à instituer un "socialisme" en matière de politique d'état.

[...]

Le socialisme en Afrique, en tout objectif pratique, était fondé sur le modèle soviétique de l'Europe de l'Est et il démontrait toutes les caractéristiques essentielles de ce modèle. Le modèle africain fut peut-être un peu particulier dans la mesure où l'état hérité à l'indépendance politique était un état de fait néo-colonial dans ses structures. Les attentes que le socialisme quelque part allait altérer tout cela ne se sont jamais réalisées. Le socialisme le plus souvent tronqua le développement et renforça le néo-colonialisme. La paupérisation de pays comme la Guinée sous Sékou Touré, le Bénin sous Mathew Kerekou, l'éthiopie sous Menghistou Mariam etc alla la main dans la main avec une répression massive et une auto-suffisance autoritaire. Quelques-uns des régimes les plus sanguinaires et arriérés jamais vus sur le continent africain furent des régimes socialistes, certains menés par des officiers de l'armée qui flinguèrent dare-dare pour parvenir au pouvoir. [...]

Y a t-il un anarchisme africain ?

Y a t-il un corps systémique développé de pensée sur l'anarchisme qui soit d'origine africaine ? Parce que l'anarchisme, dans son concept de mode de vie est dans une très grande mesure, indigène au continent africain, cela semble à peu près certain que les Africains ont, à un moment ou à un autre, formulé des idées créatives sur cette façon d'organiser la société. Mais, quelques soient ces idées, elles n'ont pas été enregistrées sous forme écrite. Cela n'est donc pas surprenant que bon nombre de ces idées ne furent pas préservées. La plus grande partie de la littérature existante sur le communalisme africain et les sociétés traditionnelles africaines est basée sur les derniers travaux et écrits des anthropologues, historiens, archéologues, sociologues européens et plus récemment de leurs contre-parties africains.

[...]

Dans l'euphorie de l'indépendance du Nigéria en 1960, à la fois le gouvernement occidental et oriental énoncèrent un programme de création de fermes afin de:

- Étendre la frontière de liberté et d'initiative que le fermier moyen devait amener dans son travail.
- Libérer la production agricole de l'ennui et de la monotonie
- Instaurer la fondation pour l'émergence d'industries agro-alliées de taille moyenne

Le programme, idée chérie de la faction radicale de la gauche dominante nigérienne, pour qui l'indépendance voulait dire plus que l'opportunité d'autogestion, fut modelé sur le système populaire israélien des kibboutzim et avait pour intention de recréer le mode de vie traditionnel africain basé sur l'économie communale, le tout complet avec l'égalité et la liberté. Sous cet arrangement, les fermiers vivaient avec leur familles dans des collectifs et partageaient les moyens de production qui étaient collectivisés, incluant l'outillage de ferme ainsi que les facilités et l'infrastructure. Le produit social était distribué équitablement parmi les fermiers et leurs familles. Le surplus étaient échangés au travers de coopératives fermières.

Les implantations devaient être autogérées. Les communautés locales fournissaient la terre, le gouvernement garantissait aux fermiers le crédit et allouait la terre à des individus ou à des groupes. La décision finale de ce qui devait être cultivé résidait dans les groupes.

Éparpillés dans de nombreux villages et communautés, les implantations fermières furent très efficaces et virent une énorme augmentation de la production, le temps que cela dura. Bientôt, les principes égalitaires du programme original s'érodèrent par une corruption émanant d'une bureaucratie aussi étroite qu'un goulot de bouteille ; le déclenchement de la guerre civile au Nigéria en 1967 signifia l'effondrement de cette

très belle et efficace expérience.

Des éléments anarchistes similaires sont perceptibles à un moindre degré dans le célèbre “Livre Vert” de Mouammar Kadhafi. Ceci fut la base de la Jamarrhiyah libyenne, les collectifs populaires enracinés dans les campagnes, néanmoins ceci paraît bien sur le papier, mais dans la pratique, cela fut moins scintillant.

[...]

Au final, ce sont les pensées très importantes de **Julius Nyerere (Tanzanie)** que nous sélectionnons comme un corps de pensées systémique sur le socialisme, indiscutablement anarchiste dans sa logique et son contenu. La notion de socialisme de Nyerere tourne autour du *concept d’Ujamaa*, qui est la “villagisation”, où le village devient un incubateur, une pouponnière du socialisme du futur. *Ujamaa* qui se traduit simplement par “lien familial”, représente l’économie rurale et les communautés sociales où les gens vivent ensemble, travaillent ensemble pour le bien de toutes et tous, leurs gouvernements sont choisis et gérés par les paysans et les travailleurs eux-mêmes.

Le concept d’Ujamaa de Nyerere était fondé sur la simplicité, l’égalité et la liberté qui étaient les marques de fabrique des sociétés traditionnelles africaines. Par exemple, l’organisation de sociétés communales, spécifiquement celle de la production et de la distribution du produit social, était telle qu’il n’y avait pas de place pour le parasitisme: dans la société traditionnelle africaine, chacun était un travailleur. Il n’y avait pas d’autre moyen de vivre dans la communauté ; même l’ancien qui paraît toujours se la couler douce sans rien faire de tangible a en fait travaillé très dur dans sa jeunesse.

Dans notre société traditionnelle, nous sommes des individus au sein d’une communauté. Nous prenons soin de notre communauté et la communauté prend soin de nous. Nous n’avons ni besoin ni n’éprouvons aucun désir d’exploiter notre semblable, chaque membre de la famille devait avoir assez à manger, de quoi avoir des choses de base, un endroit pour dormir protégé, avant que quiconque (même le chef de famille) ait quelque chose en plus.

Nyerere explique le concept de la terre ainsi:

“Pour nous en Afrique, la terre a toujours été reconnue comme appartenant à la communauté. Chaque individu au sein de notre société a le droit à l’utilisation de la terre, parce que sans cela, il ne pourrait pas survivre et personne ne peut avoir le droit de vivre et ne pas avoir le droit de se maintenir en vie. Mais le droit africain à la terre était simplement le droit de l’utiliser: il n’a aucun autre droit dessus et il ne lui vient du reste pas à l’esprit de clamer quoi que ce soit d’autre (NdT: ce concept est en adéquation totale avec celui des Amérindiens sur le sujet).”

Nyerere contraste cela avec la société capitaliste, qui en rien ne donne à ses citoyens les moyens de travailler, empêche l’obtention d’une part équitable des produits de leur labeur. *“Ujamaa est opposé au capitalisme, qui cherche à construire une société*

heureuse sur la base de l'exploitation de l'homme par l'homme et Ujamaa est également opposé au socialisme doctrinaire.” Sous le régime d’Ujamaa, les biens de base étaient tenus en commun, partagés par tous les membres de l’unité.

Un fait était accepté de tous : si une personne avait quoi que ce soit comme nécessité de base, tout le monde l’avait, personne ne pouvait avoir faim alors que d’autres engrangeaient la nourriture et personne ne pouvait nier à quelqu’un un abri s’il avait de l’espace à partager. Une société dans laquelle tous les membres ont des droits égaux et les mêmes opportunités, dans laquelle tout le monde peut vivre en paix avec ses voisins sans souffrir ou sans imposer une quelconque injustice, être exploité ou exploiter autrui, et dans laquelle tout le monde a un niveau croissant de son niveau de vie basal avant que quiconque ne puisse vivre dans une sorte de luxe.

Nyerere continue:

“Dans une Tanzanie socialiste, notre organisation agricole serait alors de manière prédominante une coopérative de vie et de travail pour le bien de tous. Ceci veut dire que la plupart de notre fermage sera effectué par des groupes de gens qui vivent et travaillent en communauté. Ils vivront ensemble dans un village, ils cultiveront ensemble, et prendrons en charge les services de la communauté ainsi que les petites contraintes de la localité. Leur communauté sera le groupe familial traditionnel ou quelque autre groupe de personnes vivant sous les principes d’Ujamaa, une communauté suffisamment grande pour prendre en compte les méthodes modernes pour subvenir aux besoins de l’Homme du XXème siècle.

La terre que cette communauté cultive sera appelée “notre terre” par tous les membres, les récoltes produites seront appelées “nos récoltes” et ceci sera “notre magasin”, qui fournit aux membres les choses de la vie quotidienne et ceci sera “notre atelier”, qui produit les outils et les briques de nos maisons et de nos bâtiments, etc.

L’élément primordial que l’on trouvera dans les Ujamaa serait la qualité des membres de la communauté ainsi que l’autogestion de ces membres en tout domaine qui ne concerne que leurs propres affaires. Un village socialiste élirait ses propres officiels et représentants qui demeurerait des membres égaux aux autres, toujours sujets aux désirs des gens de la communauté.”

Nyerere savait pertinemment que cette société qu’il avait à l’esprit ne pourrait pas être établie par la force brute. *“Des communautés socialistes viables ne peuvent être établies que par des membres le désirant.”* Il reconnaissait l’importance de l’action et de l’exemple, la persuasion morale n’était pas suffisante.

“Il serait très idiot de s’attendre à ce que des fermiers établis soient convaincus par des mots seuls, même s’ils sont persuasifs. Les fermiers devront voir par eux-mêmes l’avantage de travailler ensemble et de vivre ensemble avant qu’ils ne fassent confiance et abandonnent leur futur à ce type d’organisation de vie. Ainsi, avant d’abandonner leurs lopins de terre, ils voudront voir que ce système bénéficie vraiment à tout le monde.”

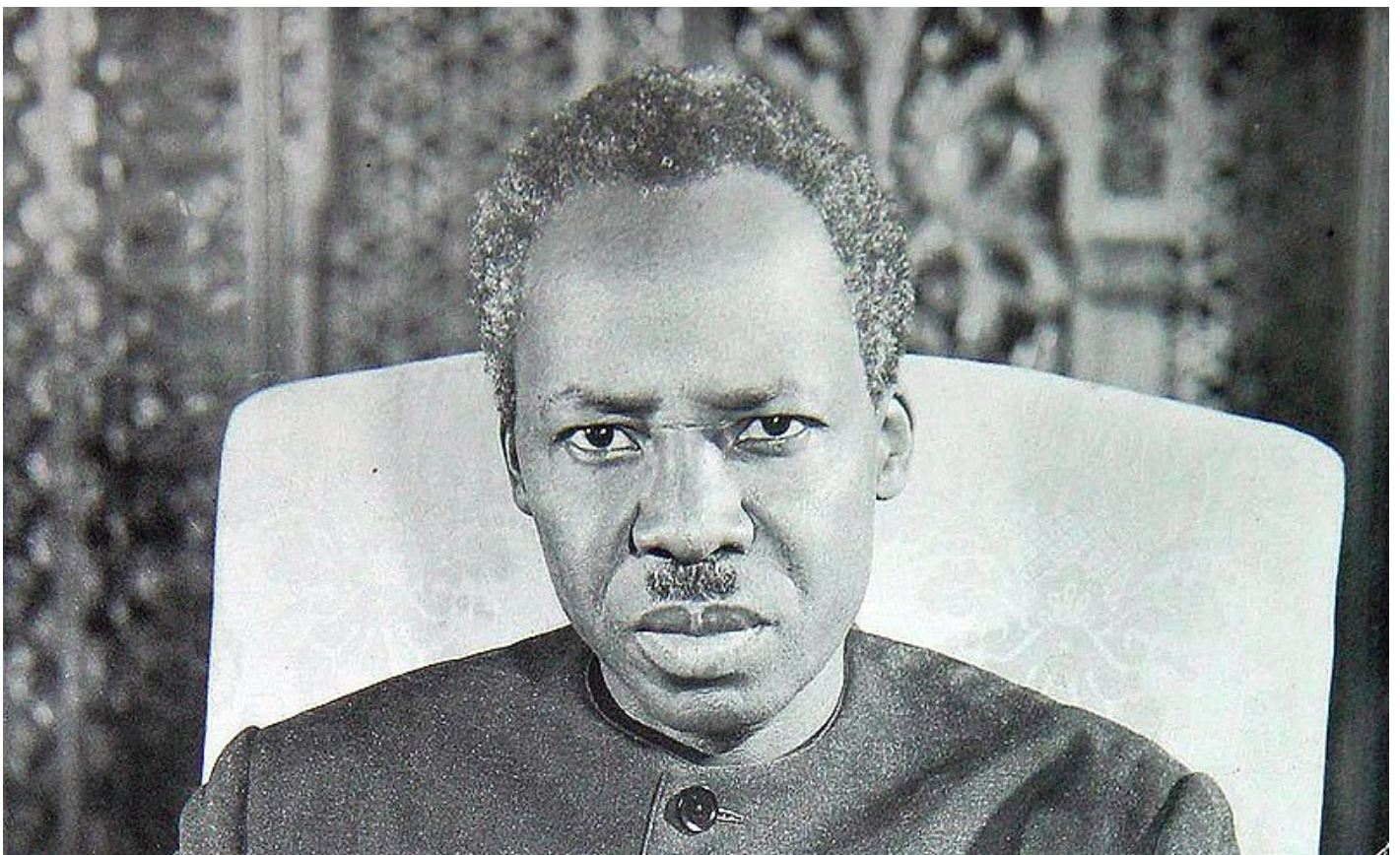
De plus, la démocratie directe de village doit être ouverte d'entrée de jeu, il n'y a pas d'autre alternative si on veut que cela fonctionne.

Le fait qu'Ujamaa fut éventuellement un échec ne doit pas divertir de l'argumentation de Nyerere. Ses pensées sont profondes, et elles transcendent la platitude du socialisme d'état marxiste. (nous verrons dans le chapitre 5 pourquoi Ujamaa fut un échec)

Il y a aussi eu des mouvements anarchistes purs et durs en Afrique du Sud, ceux-ci existent toujours aujourd'hui comme l'Anarchist Revolutionary Movement de Johannesburg et la Brigade en Colère (Angry Brigade) de Durban. L'organisation anarcho-syndicaliste pionnière d'Afrique du Sud fut *l'IWA ou Industrial Workers of Africa*, elle ne dura que de 1915 à 1922.

Il y a aussi une branche anarchiste active au Nigeria, the Axe, créée dans les années 1980. Elle précéda *The Awareness League* existante depuis 1990 comme mouvement socialiste anarchiste et libertaire.

Il existe des mouvements anarchistes au Zimbabwe, en Égypte, au Ghana et dans d'autres pays africains.



Julius Nyerere

Chapitre 4

Le développement du socialisme en Afrique

[...] Les puissances européennes qui ont envahi et colonisé l'Afrique à la fin du XIX^{ème} siècle étaient des pays capitalistes totalement industrialisés qui voyaient l'Afrique comme un marché captif et une énorme source de matières premières pour leurs industries. Ceci fut la raison fondamentale du colonialisme de cette époque.

Les colons y produisirent une société et une économie capitalistes ayant des similarités avec les économies de leurs propres pays. En Europe, les propriétaires du capital avaient exproprié la terre et les autres moyens de production des paysans, des artisans, les transformant en salariés de misère. De leur travail, les capitalistes extirpaient un surplus qu'ils accumulaient et investissaient dans toujours plus de terres, d'usines et de travail des autres afin d'extirper encore plus de surplus. De cette manière étendaient-ils leur richesse et reproduisaient-ils des relations sociales capitalistes dans les colonies.

Comme nous l'avons vu précédemment, le mode de production africain était tout sauf un mode de production capitaliste. Afin de servir leurs propres intérêts, les Européens ont superposé le capitalisme sur l'Afrique. Ceci impliqua la transformation des sociétés africaines d'unités agricoles relativement auto-suffisantes et autogérées en des unités totalement dépendantes des économies bien plus grandes créées à cet effet. Une nouvelle division du travail fut forcée sur les Africains menant à de nouvelles relations sociétales. La société horticole traditionnelle dans son mode de production était progressivement minimisée alors que les villages étaient forcés de cultiver des "cash crops" pour l'exportation ou de fournir une main d'œuvre à très bon marché pour les usines et les mines. Ceci créa de nouvelles classes sociales au sein des colonies.

Dans son étude des classes coloniales en Guinée R.E. Galli en identifie plusieurs:

- Une nouvelle classe administrative constituée de colons européens
- Une classe européenne de grands propriétaires terriens
- Une classe européenne de grands commerçants (les firmes de commerce)
- Une classe européenne de gérants

Ceci formait la classe coloniale bourgeoise, les propriétaires du capital c'est à dire des terres et des moyens de production. Cette classe était aidée dans sa tâche d'exploitation par ce que Galli appelle une petite bourgeoisie:

- Les petits gérants, responsables, chefs de services dans l'appareil d'état colonial, sur les plantations, dans les compagnies minières et de commerce
- Les professions libérales coloniales (médecins, avocats, notaires etc...)
- Quelques indigènes marchands et propriétaires de magasins ou de l'industrie de la distribution

Comment les sociétés traditionnelles furent-elles incorporées dans le système colonial capitaliste ? En premier lieu, les chefs et responsables furent co-optés, incités à agir comme administrateurs pour les colonisateurs. Galli les voit comme une classe agraire non-capitaliste, parce qu'ils n'exploitaient pas les villageois comme les colons. Ils les exploitaient plutôt grâce à leur autorité traditionnelle sur la terre et le travail. Ils percevaient les impôts et donnaient le travail aux colons, pressant la paysannerie du mieux qu'ils le pouvaient mais sans jamais l'exproprier de la terre.

[...] Il y avait aussi un petit groupe d'Africains éduqués, ceux que les Français appelaient "*les assimilés*" (NdT: en français dans le texte original), essentiellement les fils des chefs et autres notables, envoyés dans les villes françaises pour leur éducation. Ils étaient absorbés comme des officiels de bas étage dans le gouvernement et comme professions libérales ; ils aidaient la classe capitaliste coloniale en administrant et en maintenant l'ordre social.

[...]

Comme dans toute société de classes, la classe impérialiste dominante européenne, en alliance avec ses agents locaux, s'est engagée dans une exploitation sans merci et brutale de la main d'œuvre locale. La main d'œuvre fut employée et exploitée pour produire des matières premières pour l'industrie européenne et pour générer suffisamment de surplus pour pouvoir maintenir les colonies en place.

Chapitre 5

L'échec du socialisme en Afrique

Nous n'employons pas ici le terme de "socialisme" pour l'Afrique comme une approche rigide et doctrinaire dans le style du marxisme-léninisme [...]

Les avocats du socialisme africain postulent que le marxisme et sa théorie de déterminisme matérialiste ne devrait pas être appliqués à l'Afrique, considérant la grande différence des conditions économiques et sociales entre le continent et l'Europe. Au contraire, ils appellent à un socialisme africain démocratique, décentralisé, qui trouverait ses origines dans l'histoire et les cultures des peuples africains.

Concernant *la révolution guinéenne*, Galli cite deux facteurs de son échec:

- Le premier fut la forte centralisation de parti dans la période post-indépendance
- Le second et de manière plus importante, le gouvernement et le parti choisirent délibérément de s'appuyer économiquement sur l'extraction minière au lieu de l'agriculture

Au moment où le parti accéda au pouvoir, il s'allia avec les compagnies minières aux mains du capital étranger. [...]

Malgré une forte industrie minière, la Guinée demeure aujourd'hui (1997) un des pays les plus pauvres d'Afrique.

La Tanzanie nous donne un autre cas d'étude très pertinent au sujet duquel ses leaders se sont dévoués au développement rural très peu de temps après avoir obtenu l'indépendance de la Grande-Bretagne. Julius Nyerere, chef du gouvernement tanzanien, fut un des meilleurs soutiens du socialisme africain et du principe de l'auto-suffisance.

Nyerere se retourna contre les intérêts étrangers et emmena avec lui quelques 90% de la paysannerie tanzanienne en prêchant le retour aux principes du communalisme africain. Par là, l'agriculture et le peuple lui-même deviendraient les nouvelles bases du développement. Le gouvernement tanzanien encouragea les paysans tanzaniens à se constituer en villages fondés sur la coopération et le travail communal, les villages *Ujamaa*. Afin que cela fonctionne, le gouvernement suppléait des routes, des écoles, des services sociaux. En 1967, Nyerere publia un petit ouvrage "*Socialisme et le développement rural*" dans lequel il énonçait trois principes fondamentaux au sein de la famille africaine: ***l'égalité, le respect mutuel pour toutes les familles et la participation aux bénéfices de la production collective.*** Ceci

constitua la base fondamentale des villages *Ujamaa*.

Aujourd'hui aucun village *Ujamaa* n'a survécu en Tanzanie, les gens n'en ont plus que le souvenir.

Le modèle Ujamaa a échoué parce qu'il a dégénéré en contrôle bureaucratique étatique sur les paysans. Par ses bureaucrates et ses assistants techniques, l'état a commencé à dicter aux paysans ce qu'ils devaient faire et ce qu'ils ne devaient pas faire, ce qu'ils devaient produire ou pas. Puis, la Banque Mondiale et autres donateurs ont détourné le programme. *La stratégie du gouvernement/banque mondiale/aide étrangère était d'établir des cibles de production pour chaque culture, incluant les cultures d'exportation comme le coton, le café, les noix de cajou, le thé, le sisal et le tabac.* L'étape suivante était d'établir des cibles régionales de production pour les cultures qui poussaient le mieux dans chaque région, un type de division régionale du travail. La troisième étape fut de communiquer ces objectifs aux villages au travers de l'appareil de l'état. Quoi que produise le paysan, cela était vendu au gouvernement qui contrôlait les prix. Ainsi l'état pouvait mettre les paysans sous pression pour qu'ils produisent le plus de surplus possibles. ***Il aurait été complètement impensable d'imaginer qu'Ujamaa dans sa forme originelle non-diluée aurait eu du succès comme partie intégrante d'un état et de son système. De ce point de vue, son échec était logique et totalement inévitable.***

Le socialisme africain a aussi été un échec dans d'autres parties de l'Afrique comme par exemple en ***Ethiopie*** sous la houlette de Menghistu et son parti des travailleurs à la fin des années 1980. Au ***Mozambique***, par l'excès de centralisme étatique planifiant et gérant tout, tout en ayant conservé les structures de l'état colonial portugais.

En Afrique de l'Ouest, au ***Burkina Faso***, la révolution de 1984 se termina en 1987 avec l'assassinat de Thomas Sankara. Bien que Sankara reconnaissait la paysannerie comme une force vive de la nation, il avait néanmoins une attitude très critique envers le mouvement syndicaliste et les partis de gauche.

Capitalisme d'état et instabilité

Il est temps maintenant d'observer comment le système d'état fondamentalement capitaliste en Afrique a créé des structures économiques et socio-politiques instables, ainsi que la perspective de son propre effondrement. En analysant la connexion entre le capitalisme d'état et l'instabilité en Afrique, notre objectif principal est de démontrer comment les manifestations économiques du capitalisme d'état, le sous-développement, la dépendance, et la subordination à des intérêts étrangers, en plus de leur concomitance, pauvreté, analphabétisme et état sanitaire déplorable, ont mené à l'instabilité politique.

La racine même du sous-développement africain est bien entendu, l'établissement du capitalisme colonial. Pour le dire différemment, ***l'histoire économique récente de l'Afrique est le résultat de son passé colonial***, dont l'aspect le plus significatif fut le déplacement du mode de production africain pré-colonial au travers d'un capitalisme mercantile de l'Europe vers l'Afrique.

Le facteur militaire

[...] Peter Harris rappelle que Frantz Fanon avait prédit dès les années 1950 que les classes moyennes et de professions libérales africaines, qui menèrent les mouvements d'indépendance nationale sur le continent, tourneraient de plus en plus leur dos au peuple et s'aligneraient à terme elles-mêmes avec les intérêts étrangers. Dans son livre *"Class Conflict in Africa"*, Markovitz argumente que la raison fondamentale pour laquelle il fut si facile pour l'armée de prendre le continent fut que les politiciens ne représentaient que la classe des privilégiés.

[...] D'après Harris, comme la corruption et les privilèges de la classe dirigeante sont devenus de plus en plus évidents et que la stagnation des économies africaines ont atteint un point tel que cela conférerait à la banqueroute nationale, le mécontentement populaire s'est étendu. Ainsi, bien des régimes se sont séparés de leur écran de fumée populiste. Ceci, couplé au mécontentement populaire, a favorisé la prise en main des affaires par les militaires.

Comme Fanon avait déjà averti: lorsque le mécontentement de la paysannerie et des ouvriers croît et que le régime doit se résoudre à de plus grandes mesures pour continuer à diriger, alors *"c'est l'armée qui devient l'arbitre du conflit..."* D'après Harris, le corps des officiers des armées, en tant que segment important de la classe dirigeante, prend une position politique plus centrale pour remplacer la classe politique défaillante et discréditée, prévenant ainsi la mobilisation du peuple. L'armée assume le pouvoir non seulement pour protéger la classe de privilégiés, mais aussi pour préserver les intérêts étrangers néo-coloniaux. (**NdT:** n'oublions pas que la vaste majorité des officiers supérieurs des armées africaines sont formés dans les académies militaires européennes ou états-uniennes. Ils sont donc formatés et redevables à leurs maîtres occidentaux de la même manière que leurs patrons politiques inféodés au système néo-colonial).

[...] Sur le long terme quoi qu'il en soit, les régimes militaires intervenant dans la vie politique, paraissent moins capables de remplacer les régimes civils discrédités. Parce que ces régimes sont très réticents à céder le pouvoir, ceci met souvent en marche un cercle vicieux de coups d'état et de contre coups d'état, aidant en cela à mieux comprendre et à mieux focaliser sur la crise socio-politique de la société néo-coloniale.

Chapitre 6

Les obstacles du développement de l'anarchisme en Afrique

En substance, la théorie anarchiste est vue en Afrique comme une idéologie gauchiste de périphérie ; une indication de cela est que l'anarchisme ne reçoit généralement qu'une brève mention dans le syllabus des universités africaines.

Ceci est paradoxal parce que sur aucun autre continent l'anarchisme a eu tendance à être aussi fort qu'en Afrique, aussi parce que la perspective de tourner une action de masse en lutte de classe dans les temps modernes, demeure la meilleure en Afrique. Néanmoins, nous devons maintenant considérer les quelques facteurs qui ont œuvré contre le développement de l'anarchisme sur le continent africain.

L'éducation coloniale

Une des réalités certainement déplaisante que nous avons rencontré en écrivant ce livre fut de constater à quel point l'Africain contemporain, y compris les scientifiques africains de la socio-politique (qui ont probablement pris un cours ou deux en idéologies politiques comparatives), connaissent peu sur l'anarchisme. En termes de littérature, pratiquement rien ne peut être trouvé dans les librairies ou les bibliothèques universitaires. Ceci n'est en fait pas vraiment surprenant ; *dans sa critique du marxisme, Ron Taber a fait remarquer que depuis plus de 70 ans l'anarchisme a été éclipsé par le marxisme. Nulle part ailleurs qu'en Afrique n'a été plus profonde la subordination de l'anarchisme au "socialisme" marxiste.*

[...] L'éducation coloniale en Afrique n'a pas cherché à éduquer un grand nombre d'étudiants, les coloniaux sélectionnaient ceux qu'ils considéraient être la crème pour des études avancées. Ceci a eu pour conséquence directe que la vaste majorité de la population africaine a été et est demeurée illettrée. En corollaire de cela, il y eut l'émergence d'une petite élite académique se considérant supérieure au reste des gens. *Parce que ses assertions philosophiques et idéologiques venaient de la société de classe européenne et non pas de la société traditionnelle communaliste des sociétés africaines très peu stratifiées, l'éducation coloniale fut plus désintégrante qu'unificatrice.*

L'éducation traditionnelle africaine, par contraste, insistait sur l'interdépendance des

individus au sein de la communauté plutôt qu'une concurrence entre eux. Elle instillait une conscience sociale de groupe et promouvait un esprit égalitaire, ceci à terme, menait naturellement sur une instance quant aux attitudes communes de partage des produits que la communauté générait.

De l'autre côté, l'éducation coloniale, elle, insistait sur l'individualisme et rendit l'expérience sociale compétitive.

L'Esprit communal fut supplanté par le concept d'un soi isolé et la veulerie, le matérialisme et un désir sans frein de dominer. En conséquence, l'Afrique est devenue un continent socio-politiquement atomisé, antagoniste, formé de groupes concurrentiels, étant fortement impliqués dans les loyautés tribales et dominés par des points de vue totalement ethnocentriques.

En résumé, l'éducation coloniale a mené l'Afrique à un haut niveau d'analphabétisme combiné avec un très bas niveau de conscience politique et ce, même parmi les gens éduqués. Ni les érudits et universitaires eurocentristes ni les afrocentristes n'ont fait de recherches sérieuses sur l'anarchisme en relation avec comment il pourrait influencer l'Afrique. Ceci a parfaitement assuré le fait que l'anarchisme en tant que corps systémique de pensée soit demeuré un sujet "ésotérique", sinon inconnu pour bien des Africains.

Le système légal

Les systèmes légaux africains sont des gueules de bois du passé colonial. Par exemple, comme dans toute autre ancienne colonie britannique, la législation au Nigéria est tout simplement une copie de la loi coutumière et d'équité britannique. Ce système regarde les lois natives et les coutumes locales comme barbares dans la mesure où elles ne reflètent pas les standards des systèmes de valeurs européens.

Les lois coloniales furent édictées essentiellement pour “maintenir la loi et l'ordre” et ceci demeure le point cardinal des lois africaines post-coloniales. Ceci contraste sévèrement avec le système légal pré-colonial de droits et de libertés. Les sociétés traditionnelles africaines possédaient un sens intense et aigu de l'humanité et du respect de la dignité humaine.

[...] Les droits économiques et sociaux de base comme le droit d'utiliser un lopin de terre, le droit de travailler et le droit à l'éducation, étaient traditionnels et communs aux sociétés africaines et ces droits étaient reconnus et protégés.

[...] Les systèmes légaux africains post-coloniaux conçoivent la loi comme un corps de règles servant à préserver l'État et la perpétuation de l'ordre et de la stabilité. Dans bien des endroits, se faire l'avocat du renversement de l'État est considéré comme haute trahison et est puni de mort.

[...]

Dans bien des parties du continent africain, des dictatures militaires et des autocraties civiles ont produit des décrets et des statuts qui interdisent aux travailleurs de s'organiser en syndicats. Dans certains pays de fait, les grèves et toutes autres formes d'action politico-sociales sont interdites.

Ainsi, dans la mesure où elle ne voit rien de mal dans le système étatique en Afrique, la Charte Africaine ne peut pas considérer les antagonismes de classes et l'oppression sévissant sur le continent africain.

Dans le même temps, *aussi loin que les Africains continuent de soutenir le système légal inspiré de l'occident colonialiste et plus important, d'accepter sa logique et ses philosophies sous-jacentes, les systèmes législatifs africains demeureront un obstacle important à la liberté humaine et au développement de l'anarchisme en Afrique.*

La classe militaire et le statu quo

Alors que le mécontentement continue de croître et que la possibilité d'actions révolutionnaires augmente, l'armée africaine continue d'agir pour maintenir le statu quo (oligarchique). [...]

L'armée perçoit ses fonctions comme étant celles de protéger l'État de menaces internes et externes.

Alors que la radicalisation de la conscience de masse augmente, l'armée intervient sous le déguisement de tenter d'arrêter la société de glisser dans un état "anarchique", terme délibérément mal utilisé afin d'expliquer chaos et désordre. Ce que l'armée parvient ainsi à faire est de temporairement faire reculer les gains sociaux des ouvriers et des paysans dans leurs tentatives de construire une vie bien meilleure pour eux-mêmes.

Conscience ethnique contre conscience de classe

[...] Le processus de colonisation en Afrique par lequel des groupes ethniques furent arbitrairement regroupés en des corps politiques artificiels a résulté en l'augmentation des tensions ethniques et sociales ainsi qu'une discrimination économique.

D'après le professeur Inyang Eteng de l'Association Nigériane d'Anthropologie et de Sociologie: *"la conséquence pernicieuse de la conscience ethnique est d'encourager la haine communautaire, la corruption, la violence, la manipulation religieuse, le conflit inter-ethnique et d'endommager la croissance de la conscience de classe en faveur d'une conscience ethnique et étatique."*

Tout ceci rend difficile pour l'anarchisme de prendre racine en Afrique parce que les patrons trouvent toujours facilement à atomiser la classe travailleuse en soufflant sur les braises de l'ethnicité. Le mouvement ouvrier par exemple se polarise le long de fractures ethniques et les problèmes sont plus perçus au travers du prisme ethnique que politique.

[...]

Facteurs religieux et culturels

La religion est une caractéristique profonde de la vie africaine. Très longtemps avant la rencontre avec les Européens, les Africains avaient développé des systèmes de croyances religieuses et de pratiques rituelles.

[...] Malgré la compatibilité entre l'anarchisme et le mode de vie traditionnel africain, la culture africaine fait toujours les gros yeux à certaines idées entrant en conflit avec des croyances religieuses ou qui font la promotion de valeurs résidant hors de ce qu'on appelle "la norme", spécifiquement si ces idées impliquent le renversement du système en cours.

La religion demeurera un facteur inhibitoire majeur malgré les facteurs matériels avérés de l'exploitation capitaliste, de l'inégalité socio-économique et de la tyrannie des gouvernements, tout ce qui inspire le désespoir, désespoir sur lequel toute religion se nourrit surtout celles importées d'occident.

Si la guerre est la santé de l'État, le désespoir est la santé de la religion.

Tant que les ouvriers et paysans africains ne trouvent pas des systèmes de croyance qui leur donnent un véritable espoir de bonheur ici et maintenant, ils continueront de s'agripper au faux espoir fourni par la religion et au bonheur dans l'au-delà.

La solidarité internationale

Comme nous l'avons vu précédemment, l'anarchisme en tant que corps de pensée n'en est qu'à ses débuts de trouver des adhérents en Afrique. Il y a encore beaucoup à faire. Nous devons tenir en haute priorité le besoin de rendre les gens conscients des bases théoriques de l'anarchisme et de leur faire comprendre que l'anarchisme est, et de loin, bien plus crédible que toutes les autres idéologies socio-politiques. Aujourd'hui en Afrique, comme dans bien d'autres endroits, le mot "anarchisme" est synonyme de chaos et de violence. Mais *cette image erronée changera si suffisamment de littérature devient disponible sur le sujet pour le grand public. C'est dans ce but que les groupes anarchistes africains ont besoin de produire une presse capable de diffuser des brochures, des petits livres et des bulletins d'information.* (NdT: depuis l'écriture de ce livre en 1997, l'Internet a changé le monde et la façon dont nous nous informons, ceci devrait se refléter dans la diffusion de l'information anarchiste en Afrique... Compagnons... A vos claviers !!...).

Le continent africain demeure l'endroit où aucun modèle idéologique ne peut être jugé avoir eu du succès. A l'encontre de l'Europe et des États-Unis et le continent des Amériques où le capitalisme et le "communisme" (marxiste) ont été institutionnalisés et pratiqués avec un taux de succès mitigé, l'Afrique représente une opportunité historique pour toute idéologie capable de faire se lever les peuples contre leur misère actuelle. Les groupes anarchistes existant déjà sur ce continent doivent jouer et joueront un rôle historique important à cet égard.

[...] Sans un soutien international, ces groupes n'ont que peu de chance contre la terreur organisée et institutionnalisée de l'État. A cause de l'alliance entre l'État et le capital international, les classes dirigeantes locales recevront le soutien de leurs collaborateurs internationaux pour écraser toute menace perçue à leurs privilèges et au statu quo (oligarchique).

En dernier ressort, les classes dirigeantes locales appelleront des troupes étrangères (NdT: la France par exemple) afin de tenter de maintenir leurs privilèges comme cela se produisit dans la province congolaise de Shaba dans les années 1960. Elles le feront. Il est très clair que le combat contre le capital transnational et contre le système étatique doit se faire internationalement si nous devons avoir un espoir de succès.

Chapitre 7 Le futur de l'anarchisme en Afrique

L'anarchisme dans un contexte mondial

La perspective pour le développement et l'avènement de l'anarchisme sur le continent africain est, finalement, inextricablement liée au futur de l'anarchisme dans le monde.

[...] Les obstacles à l'anarchisme sont de manière générale, globaux, seuls leurs spécificités sont déterminées par les circonstances locales, dans le cas qui nous intéresse: l'Afrique.

Les crises du capitalisme et récemment celle du "socialisme" marxiste dans le monde entier ont, de manière historique, assurées le futur de l'anarchisme. La critique dévastatrice du capitalisme en tant que mode de production par Marx demeure toujours aussi valide aujourd'hui que quand Marx lui-même la divulgua au monde ; mais la logique admirable et l'approche systématique du marxisme ont, au bout du compte, été défaites par les contradictions internes du marxisme.

[...]

Le simple fait qu'il y ait encore des postes avancés socialistes autoritaires comme la Chine, la Corée du Nord et Cuba ne désapprouve pas ce constat. Deux choses dans ces nations semblent les plus probables: un effondrement de l'idéologie du système d'état socialiste comme cela s'est produit dans les pays d'Europe de l'Est, ne pouvant plus se tenir seuls debout et ***une transformation du socialisme d'état au capitalisme d'état, en fait un système présentant bien des similitudes avec l'Italie fasciste de Mussolini (la Chine).***

D'une manière ou d'une autre, le socialisme d'état, comme le capitalisme, est voué à l'échec. Au travers de l'histoire de l'humanité, la tendance générale du développement de la société humaine a toujours été vers l'égalité sociale et une plus grande liberté individuelle.

[...] ***Ainsi, étant donné les crises endémiques et insolubles à la fois du capitalisme et du socialisme d'état, l'étape suivante de l'humanité devra être presque inévitablement vers une plus grande liberté individuelle et une plus grande égalité sociale, c'est à dire vers l'anarchisme*** et spécifiquement vers des expressions sociales de l'anarchisme, de l'anarcho-syndicalisme et de l'anarcho-communisme (NdT: ce que ne veulent bien entendu pas les oligarques poussant pour leur solution du "Nouvel Ordre Mondial": la tyrannie absolue de la fusion de l'état et des grosses entreprises capitalistes en une entité de contrôle parasite planétaire et transnationale dans un mode de gouvernance étatiste néo-féodal).

Le "communisme" marxiste est une expérience qui a échoué. Elle n'a simplement pas

produit ce qu'elle promettait: la liberté, le bien-être social et l'égalité sociale et au vu de son histoire au XXème siècle, il paraît maintenant évident que le marxisme ne pourra JAMAIS tenir ses promesses.

Le capitalisme ne le peut pas non plus, ceci incluant toutes ses branches de capitalisme du “laissez-faire les marchés” dont sont tant amourachés les Américains dits “libertariens” (NdT: qui se nomment eux-mêmes des “*anarcho-capitalistes*”, expression d'un non sens aussi total que volontairement pervers). Une grande limitation, voire même une élimination de l'État en conservant l'économie capitaliste (comme le préconisent les “libertariens”, à ne pas confondre avec “libertaires”, synonyme d'anarchistes), n'éliminerait pas la domination, la hiérarchie et la structure de classe. Le meilleur que cela pourrait produire serait peut-être une plus grande liberté des interférences extérieures.

Il y a près d'un siècle, Emma Goldman avait défini la “liberté positive” comme “la liberté de faire”. [...] Celle-ci est relative et non pas absolue, le mieux que l'on pourrait faire est la liberté positive égalitaire. Nous ne pouvons en aucun cas y parvenir sous le capitalisme.

Ainsi, “socialisme” marxiste et capitalisme ont échoué à amener la liberté positive, le capitalisme refusant même de considérer l'aspect “égalitaire” de l'affaire.

Décidément, l'humanité peut bien mieux faire !

La condition africaine

L'Afrique aujourd'hui est prosternée, ensanglantée et en conflit sur tous les fronts, une victime du capitalisme et dans une grande mesure aussi, des ambitions du socialisme d'état.

[...] La misère du grand nombre est le résultat de l'opulence du petit nombre, dont la main-mise sur le produit social et les ressources, en conjonction avec le pouvoir du capital international, leur confère un virtuel droit de vie et de mort sur la vaste majorité.

Ces gens agissent comme les intermédiaires et agents de commission des corporations multinationales (**NdT**: transnationales aujourd'hui en 2015), qui distribuent les contrats et les licences d'exploitation ; la classe d'affaire locale s'approprie, avec l'aide des états vassaux, le surplus du produit social de l'Afrique.

Tandis que la classe d'affaire locale est très privilégiée en comparaison des peuples indigènes, elle a toujours un rôle servile à la classe dominante du capitalisme étranger, ceci est bien évidemment imputable à la conservation de la structure économique coloniale dans une époque se voulant "post-coloniale".

Ceci s'accompagne bien évidemment par la coercition et la répression massive de toutes formes de protestation par la majorité pauvre des pays. Les salaires en Afrique sont parmi les plus bas au monde, ils sont si bas qu'ils ne peuvent le plus souvent pas garantir la subsistance minimum.

La situation dans les états "socialistes" à la sauce locale ne sont pas en meilleure condition.

[...] La situation s'est considérablement détériorée dans les années 1990.

L'anarchisme et la question nationale en Afrique

*La question vraisemblablement la plus importante dans l'analyse de la question de l'état-nation est la "question nationale", aussi appelée **le droit à l'auto-détermination**. Ce débat tourne autour des droits des différents groupes ethniques de parvenir à un développement socio-culturel autonome au sein d'états existants. Cette question est particulièrement importante en Afrique quand on voit les composants hétérogènes des états. Bien des conflits civils sur le continent ont été blâmés directement ou indirectement, sur l'absence d'homogénéité des populations. Le problème est sévèrement aggravé par les "solutions" professées par le capitalisme et le socialisme d'état, l'un offrant la liberté sans égalité et l'autre l'égalité sans liberté.*

*Dans les deux systèmes néanmoins, il est commun d'en **appeler au "patriotisme", un concept que Bakounine rejetait avec véhémence comme étant de l'unique intérêt des classes privilégiées. Se cachant derrière une forme de patriotisme, l'état en Afrique impose l'injustice et la misère sur ses sujets, comme cela se produit bien sûr partout ailleurs.***

*De plus, la patriotisme produit la fausse conscience, par laquelle les individus agissent directement **contre** leurs intérêts, permettant aux individus de valider et de soutenir l'injustice et la misère causées par le système étatique.*

*Bakounine disait: "**L'État restreint, il mutile, il tue l'humanité dans ses sujets de façon à ce qu'ils ne puissent jamais se hisser plus haut que le niveau de citoyen, au niveau d'Homme.**"*

La démocratie à la sauce capitaliste et le socialisme d'état sont tous deux parvenus au plus haut degré d'oppression intensifiée à la fois raciale et nationale. Le soutien marxiste au principe national d'auto-détermination est aussi illusoire que le soutien capitaliste à la liberté individuelle.

Ainsi la question nationale en Afrique est seulement un composant du problème principal à savoir: atteindre la véritable égalité et liberté. De fait, aussi loin que le capitalisme et le système étatique existent, l'auto-détermination des nations ne veut rien dire.

*Maximov note que sans changement fondamental "**le droit à l'auto-détermination pour une nation et à une existence souveraine indépendante n'est rien d'autre que le droit de la bourgeoisie nationale à l'exploitation illimitée de son prolétariat.**"*

*[...] L'anarchisme quant à lui, voit la liberté, l'égalité et la justice sociale comme de bien plus grands objectifs que les intérêts nationaux et que la lutte pour ces objectifs plus importants doit nécessairement être internationale. De ce fait, il devient évident que l'État, toute forme d'état, peu importe son degré de nationalisme, est l'ennemi de ces objectifs. C'est pour cela que l'anarchisme rejette toute tentative de résoudre la question nationale au sein d'un contexte étatique. *Maximov développe:**

“Une solution réelle et pleine ne sera possible que dans des conditions d’anarchie, dans un communisme émanant de la liberté de l’individu et obtenue par la libre association des individus dans leurs communes, des communes des régions et des régions des nations ; des associations fondées sur la liberté, l’égalité et créant une unité naturelle dans la pluralité.” NdT: ceci correspond tout à fait à notre vision de la société à Résistance 71, cela rejoint tout à fait ce que pensait également un des grands penseurs anarchistes, l’Allemand Gustav Landauer, ainsi bien sûr que Pierre Kropotkine.

Les anarchistes demandent la libération de toutes les colonies existantes (NdT: aujourd’hui la libération de l’Afrique sous le joug néo-colonial ne pourra se faire que lorsque les grands états coloniaux existant redeviennent eux-mêmes libres: Les USA, le Canada, l’Australie, la Nouvelle-Zélande, Israël, les pays du Commonwealth) et soutiennent les luttes d’indépendance nationale en Afrique et partout dans le monde aussi loin qu’elles expriment la volonté des peuples des nations concernées. Néanmoins, les anarchistes insistent particulièrement aussi sur le fait que l’utilité de l’auto-détermination sera elle-même limitée aussi longtemps qu’existent le système étatique et le capitalisme, ceci incluant le capitalisme d’état marxiste. ***Ces systèmes doivent disparaître.***

Les implications pour l’Afrique sont évidentes. Une solution viable à la myriade de problèmes posée par la question nationale en Afrique, comme les conflits civils inter-ethniques, n’est réalisable que hors du contexte étatique. Ceci demande la destruction du système et des institutions de l’État et une solidarité internationale concertée ainsi qu’une action révolutionnaire. L’élimination du système étatique est un objectif à long terme qui sera difficile à établir, mais cela est préférable à l’approche mécanique actuelle comme exprimée dans la création de la multiplicité d’état nations non viables à travers le continent.

L'anarchisme, voie progressiste pour l'Afrique

La pertinence de l'anarchisme dans la société humaine n'a été nulle part plus évidente qu'en Afrique. [...] Les choses sont hors de contrôle depuis bien trop longtemps et seul un remède drastique pourra satisfaire une population dont la colère et l'amertume s'accroissent sans cesse du Cap au Caire. Ces conditions incluent le problème des conflits ethniques à travers le continent, la marginalisation politique et économique continuelle de l'Afrique au niveau mondial, la misère indescriptible dans laquelle vit près de 90% de la population africaine et de fait, l'effondrement des états-nations dans bien des parties du continent.

Devant cette masse de problèmes, un retour aux "éléments anarchistes" du communalisme africain est virtuellement inévitable. L'objectif d'une société autogérée née de la volonté libre des peuples et dénuée de contrôle autoritaire et de régimentation est aussi attractive que faisable sur le long terme.

A l'échelle globale, la civilisation humaine passe au travers d'une période de transition occasionnée par l'effondrement du "socialisme" marxiste et de l'évidente crise insoluble du capitalisme et de son système d'état-nation.

Où allons-nous à partir de là ?

Comme nous l'avons noté auparavant, toute avance faite dans l'histoire humaine ne fut possible que par la quête incessante de l'humanité pour la liberté et la solidarité. Comme cet élan semble être un instinct naturel de l'Homme et, en tant que tel, ne risque pas de disparaître dans le long terme, il s'ensuit que l'évolution continue de la société se fera en direction de la liberté, de l'égalité et de la communauté.

Le processus de transformation anarchiste de l'Afrique pourrait en comparaison être prouvé plus facile étant donné que l'Afrique n'a pas une base profonde capitaliste, ni de formations de classes et relations de production bien marquées ni même d'un système étatique stable et bien établi. *Ce dont nous avons maintenant besoin est d'un programme à long terme de construction de conscience sociale et politique, d'une éducation utile et d'une participation individuelle plus importante dans les luttes sociales.*

Dans le même temps, les crises et les mutations du capitalisme, du "socialisme" marxiste, du système étatique, individuellement et collectivement, ne peuvent que s'accélérer.

Pour l'Afrique en particulier. Le développement à long terme n'est possible que s'il y a une cassure radicale d'avec à la fois le capitalisme et le système étatique mortifères, les principaux instruments de l'arrêt de notre développement et de notre stagnation.

L'anarchisme est la voie de sortie pour l'Afrique !

Fin